



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 376

18 décembre 2013

Campagne de sensibilisation Des cartes de Noël pour le public et les éluEs



À l'approche du temps des Fêtes, le Collectif a lancé une grande campagne de sensibilisation, qui prend la forme d'une distribution de cartes de Noël à la grandeur du Québec.

Une attrape !

Précisons tout de suite une chose. Ce ne sont pas de vraies cartes de Noël, même si elles en ont tout l'air. Sur chacune des cartes (il y en a 5 différentes) figure bel et bien une image ou un symbole traditionnellement associé au temps des Fêtes. Toutefois, les souhaits habituels (de bonheur, de santé, de prospérité, etc.) ont été remplacés par des citations, des messages de sensibilisation, de l'information et des revendications, toujours en lien avec la lutte à la pauvreté, aux inégalités et aux préjugés.

Distribution massive

La campagne s'est amorcée le 3 décembre à Montréal. Environ 5000 cartes y ont été remises, à l'intérieur et autour de deux

stations de métro. Le lendemain, à Québec, près de 2000 cartes supplémentaires ont été distribuées au centre-ville et sur le campus de l'Université Laval. À cela se sont ajoutées de nombreuses distributions par des organisations membres ou alliées du Collectif un peu partout dans la province. Certaines ont eu lieu au coin d'une rue, d'autres devant un centre d'achats. Des cartes ont aussi été remises à l'occasion d'une distribution de paniers de Noël, lors d'un rassemblement d'éluEs syndicaux, etc. Au total, c'est environ 50 000 cartes qui auront été distribuées à travers le Québec.

Les éluEs

Le Collectif a par ailleurs envoyé la série de cartes à toutes les députéEs de l'Assemblée nationale, pour leur rappeler quelques faits, mais surtout leurs devoirs. Une des cartes s'adresse justement à eux. Il s'agit de celle qui affirme qu'avec les maigres 20 \$ de bonification de leur prestation, les personnes

assistées sociales qui y ont droit n'ont pas de quoi célébrer.

Objectif double

L'objectif de la campagne, en cette période de guignolée, est double. D'une part, sensibiliser au fait que la pauvreté n'est pas juste une réalité malheureuse vécue en décembre, mais à longueur d'année. D'autre part, faire passer la lutte à la pauvreté du terrain de la charité à celui du politique. Car s'il faut bien reconnaître d'un côté que la charité est plus que jamais essentielle pour soulager les effets les plus immédiats et les plus évidents de la pauvreté (comme la faim), il faut aussi reconnaître, de l'autre, que la charité laisse intactes, inchangées les causes structurelles de la pauvreté. Une version électronique de ces « cartes de Noël » se trouve sur le site du Collectif, de même que deux images pour la couverture des comptes Facebook. N'hésitez pas à les utiliser et à les faire circuler : <http://www.pauvrete.qc.ca/?Fausses-cartes-de-Noel>.

50 \$, c'est des miettes!

Après avoir pris connaissance des annonces concernant le « pilier solidarité » du gouvernement, le Comité AVEC a décidé de faire connaître sa réaction par le biais d'une lettre ouverte à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Mme Agnès Maltais. Pour une raison d'espace, seule la question de l'amélioration des revenus a pu y être traitée.

Madame la Ministre,

Nous sommes le Comité AVEC, un comité permanent du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Notre groupe est composé d'intervenantEs, de chercheurEs et d'une majorité de personnes en situation de pauvreté qui croisent leurs perspectives et leurs savoirs respectifs pour contribuer à la lutte à la pauvreté. La pauvreté fait partie de notre vie, nous la vivons ou la côtoyons quotidiennement.

Comme vous le savez, il y a des gens qui doivent vivre avec un revenu d'aide sociale variant entre 600 \$ et 700 \$ par mois. À la fin octobre, vous avez annoncé une augmentation progressive du revenu des personnes assistées sociales dites sans contraintes à l'emploi, vivant seules et ne recevant pas d'aide au logement, une augmentation qui atteindra, à terme, 50 \$ par mois. Nous voyons bien que vous avez fait un pas, mais ce n'est pas suffisant! Car pour couvrir ses besoins de base, une personne seule devrait pouvoir compter sur un revenu annuel d'au moins 15 968 \$. Ce montant correspond à la mesure du panier de consommation (MPC), que le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale recommande comme cible d'amélioration du revenu des personnes assistées sociales et des travailleurEs pauvres.

... suite en page 3

Semaine de la solidarité Un bref bilan

Nous pouvons être fiers et fières de ce qui a été accompli au cours de la dernière Semaine « gouvernementale » de la solidarité! Nous avons été nombreux et nombreuses, dans plusieurs régions, à exiger que le Québec fasse mieux en matière de solidarité sociale. Marches, actions symboliques, lectures de manifeste, rencontres avec des éluEs et soupes populaires ont ponctué cette Semaine instituée par le gouvernement, mais véritablement investie par les mouvements sociaux!

Élections

Souvenons-nous du contexte particulier cette année : la Semaine de la solidarité s'est déroulée alors même que la campagne électorale municipale battait son plein. Plusieurs groupes en ont donc profité pour rencontrer les aspirantEs maires ou mairesses et conseillers ou conseillères de leur région. À Lévis, une cinquantaine de personnes ont pu échanger avec les cinq candidatEs à la mairie. L'échange a porté sur la situation économique et matérielle des personnes en situation de pauvreté. À Montréal, le maire sortant a rencontré les quelques 300 manifestantEs de la Coalition *On vote contre la pauvreté* devant l'hôtel de ville. Les manifestantEs lui ont demandé de remettre à son ou sa successeurE leurs propositions pour lutter contre la pauvreté dans la métropole, ce qu'il a accepté de faire.

Diversité

Encore une fois, la diversité a été au rendez-vous! À Rouyn-Noranda, une cinquantaine de personnes ont pris part à la 20^e marche contre

la pauvreté (la 20^e, ce n'est pas rien!) avant de partager une soupe populaire. À Rimouski, une centaine de personnes se sont rassemblées lors d'un 5 à 7 où soupe et bouchées étaient servies et pendant lequel on a lu la Déclaration du Collectif. À Bonaventure, une quinzaine de personnes se sont réunies au Forum ATI pour lire le *Manifeste de la réalité* et pour faire une présentation de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. À Alma, sur l'heure du lunch, une vingtaine de personnes ont distribué aux passantEs 150 assiettes contenant un message lié à la pauvreté. Les régions de Drummondville et de Victoriaville ont organisé pour leur part un « buffet des inégalités », un buffet auquel des candidats aux élections municipales et des députéEs ont participé.

Une pétition

Une liste de repères pour guider les actions du gouvernement en matière de lutte à la pauvreté, remise le 17 octobre par le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) au député provincial de Granby, M. François Bonnardel, s'est même transformée depuis en une pétition sur le site de l'Assemblée nationale. On peut la signer jusqu'au 22 février 2014, à l'adresse suivante : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-4405/index.html>. Ce n'est là, bien sûr, qu'un échantillon des actions qui ont eu lieu à travers le Québec durant la Semaine de la solidarité. Mais il montre bien la solidarité qui anime les mouvements sociaux québécois et leur volonté inébranlable de vivre un jour dans un Québec sans pauvreté, égalitaire et riche de tout son monde.



suite de la page 2...

Ainsi, avant même qu'elle ne soit encaissée, cette augmentation s'est déjà en quelque sorte volatilisée – dans l'épicerie, les coûts d'électricité, le loyer! Que peuvent représenter ces 20, 30, 40 ou 50 \$ supplémentaires quand il manque environ 600 \$ par mois à ces personnes pour couvrir leurs besoins de base, sinon des miettes ?

Pour améliorer réellement la situation des personnes en situation de pauvreté, il faut augmenter de façon significative leur revenu. Donner un revenu insuffisant constitue une décision aberrante reposant sur une série de préjugés qui condamnent ces personnes à consacrer l'essentiel de leur quotidien à la survie. Car survivre, c'est « un job à temps plein ». À ce propos, si la mise sur pied d'une campagne de lutte aux préjugés envers les plus pauvres est en soi une bonne nouvelle, on ne peut s'empêcher de poser la question suivante : pourquoi ne pas combattre les préjugés en améliorant le revenu des personnes ?

Madame la Ministre, près d'une personne sur dix vit « dans le rouge » au Québec. En tout, ce sont 750 000 personnes qui manquent cruellement de l'essentiel, qui sont obligées de faire des choix déchirants, qui vivent littéralement en situation de survie. C'est un véritable scandale dans une société aussi riche que la nôtre. Malgré ce que vous avez annoncé dernièrement, le scandale demeure entier. Maintenir les gens dans la pauvreté, c'est hypothéquer leur potentiel humain. Et tout le Québec y perd au change.

Le Comité AVEC

Guylaine Bélanger, Michel Bellemare, Christine Cadrin-Pelletier, Lyse Doré, France Fournier, Lucie Gélineau, Jean-Pierre Héту, Laurence Lavoie, Frédéric Mailbot, Judith Morisson, Joan Tremblay et Noëlla Vincent.

Au Québec, 750 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins de base

UN SCANDALE QU'ON NE PEUT PLUS IGNORER

Longueuil

Des pistes de solution

La Table d'entraide de Saint-Hubert a accueilli le Collectif, le 2 octobre dernier, dans le cadre de sa tournée *Un SCANDALE qu'on ne peut plus ignorer*. Environ cinquante personnes ont participé à l'événement. Parmi elles, des militantEs et des intervenantEs de divers groupes communautaires, des conseillers municipaux, des députés fédéraux ainsi que des représentantEs de la commission scolaire et du diocèse.

Des mises en situation


La journée a commencé par une présentation du scandale que la tournée vise à faire connaître et à dénoncer, à savoir que 750 000 QuébécoisEs ne couvrent pas leurs besoins de base et vivent dans le « rouge ». Par la suite, par une mise en situation qui leur faisait prendre la place d'une personne soit en situation de pauvreté, soit de la classe moyenne, soit de la classe aisée, les participantEs ont pu saisir de manière plus concrète la distribution inégalitaire des revenus dans la société.

Les participantEs ont ensuite entrepris une partie de *Sur la corde raide*. Ce jeu de mise en situation demande aux participantEs de relever le défi de survivre un mois avec le revenu d'une personne en situation de pauvreté, qui peut varier entre 542 \$ et 1536 \$. Ainsi, au gré des cartes pigées, les participantEs ont été placés dans des situations de la vie quotidienne qui arrivent à tout le monde, mais qui peuvent prendre une tournure dramatique lorsqu'on est pauvre. Par exemple, devoir s'acheter des

médicaments pour se rétablir d'une grippe, cela peut demander toute une gymnastique financière quand, dès le début du mois, il ne reste déjà plus que quelques dizaines de dollars. Avec des revenus insuffisants, les imprévus du quotidien se transforment rapidement en impasses. Et les personnes en situation de pauvreté peuvent en témoigner : être constamment à la recherche de solutions, c'est l'équivalent d'avoir une occupation à temps plein.

Des projets intéressants

Des pistes de solution pour lutter contre la pauvreté, il y en a plusieurs ! D'ailleurs, dans l'arrondissement de Saint-Hubert, des projets très intéressants ont récemment été mis en place. Pour les personnes de 65 ans et plus, le transport en commun est maintenant gratuit. De plus, à l'initiative de l'Aide aux familles de Saint-Hubert, et en collaboration avec des étudiantEs de la Faculté de médecine dentaire de l'Université de Montréal, un tout nouveau service dentaire pour les personnes à faible revenu vient de voir le jour.

Le passage de la tournée dans la région de Longueuil s'est terminé par une marche jusqu'au monument du Refus de la misère, afin de souligner la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. D'autres personnes sont alors venues grossir les rangs des participantEs. Et ça aussi, mobiliser les gens autour des enjeux de la lutte à la pauvreté, ça fait partie des pistes de solution ! 

JOYEUSES FÊTES !

Prenez note que les bureaux du Collectif seront fermés à compter du 20 décembre et qu'ils rouvriront le 6 janvier. L'équipe de travail profite de l'occasion pour vous souhaiter un joyeux temps des Fêtes et vous offrir ses meilleurs vœux pour la nouvelle année !



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca